

Le 28 février 2019

## APPEL A CONTRIBUTION DE LA CRE SUR LE STOCKAGE DE L'ELECTRICITE PAR BATTERIES

### CONTRIBUTION DE L'UNIDEN

#### PROPOS LIMINAIRES

Le marché de gros de l'électricité en Europe s'est construit avec comme postulat que le libre jeu des acteurs pourrait garantir un haut niveau de performance des investissements dans les moyens de production et envoyer des signaux de prix pertinents à l'ensemble des acteurs du système électrique, des producteurs aux consommateurs en passant par les fournisseurs et les transporteurs.

Force est de constater que ce marché particulier qu'est le marché électrique ne fonctionne pas et ne produit pas les bons signaux économiques d'investissement pour **garantir la sécurité d'approvisionnement** du système électrique français lors des pointes hivernales (pour lesquelles un mécanisme de capacité a été créé) ou pour pallier l'intermittence du renouvelable en subventionnant de nouveaux moyens de stockage.

Dans ces mécanismes régulés introduits pour compenser une défaillance du marché libre, il est absolument essentiel de s'interroger sur la **finalité du dispositif** et sur son **efficacité économique** (et notamment éviter les effets d'aubaine aux profits d'acteurs abusant de ces mécanismes régulés et profitant par ailleurs du marché libre pour encaisser leurs profits indus).

Sur la **finalité du dispositif** tout d'abord, il est important de considérer que le besoin de stockage est avant tout lié au développement d'ENR intermittentes, pour des raisons environnementales et que par conséquent :

- **Le coût** doit être porté par lesdites ENR intermittentes qui génèrent le besoin ;
- La solution doit être **bonne pour l'environnement**, et, sur ce point, même si les technologies évoluent, il est utile de s'interroger sur le poids environnemental des batteries (les batteries Lithium-Ion liquide ont une faible densité puissance et énergie et ne sont pas recyclables), au risque d'annuler le bénéfice environnemental des ENR.

Sur l'**efficacité économique**, l'intermittence devrait, si le marché fonctionne, créer des opportunités « marché » d'investissement dans des batteries, hors tout mécanisme de subvention. Si tel n'est pas le cas et si la puissance publique devait absolument intervenir, il faudrait en vérifier :

- la pertinence économique par rapport à d'autres sources de flexibilités et notamment **l'effacement industriel ou la modulation de la consommation**, moins coûteuses pour l'environnement ;
- **l'impact sur notre balance commerciale et notre empreinte carbone**, si les batteries (comme les panneaux solaires) sont importées d'Asie ou d'Amérique du Nord et sont fabriquées sur base d'énergie fossile, au détriment du climat, de nos emplois et de notre innovation (la recherche dans des batteries à plus faible impact environnemental se fera dans les pays où elles sont fabriquées).

Les mécanismes régulés sur des marchés libres (ARENH, stockage gaz, mécanisme de capacité, tarifs d'obligation d'achat, etc.) génèrent souvent des effets indésirables (coût très élevé, effets d'aubaine non prévus, etc.) et il est absolument essentiel d'y aller progressivement et d'étudier avant toute dépense significative les éventuelles solutions alternatives. A défaut, **ce sont les consommateurs qui paieront**, à moins qu'il ne le puisse plus et se drapent d'un gilet jaune ou financent leurs investissements dans d'autres pays.

**Question 1 :**

***Quelle sera, selon vous, la place du stockage d'électricité par batteries parmi les solutions qui apportent de la flexibilité au système électrique ?***

Les batteries seront à même de proposer un service au réseau électrique, sous réserve qu'elles réduisent leur empreinte environnementale et au même titre que d'autres solutions comme :

- La production hydro-électrique
- Les effacements de consommation ou la modulation de consommation.

Il est important de ne pas privilégier a priori une solution plutôt qu'une autre ou alors de se baser sur des considérations environnementales (après tout, le besoin de stockage est généré par un besoin environnemental, le développement des ENR).

**Question 2 :**

***Identifiez-vous actuellement des barrières réglementaires, tarifaires ou contractuelles au développement du stockage par batteries ? Il pourra être pertinent de distinguer le stockage à l'échelle industrielle (au-dessus de 1 MW) et le stockage diffus (de quelques kW à quelques centaines de kW).?***

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur la question.

**Question 3 :**

***Partagez-vous les trois thématiques identifiées par la CRE pour permettre le développement du stockage (simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement, accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés, envoi des bons signaux prix) ? En voyez-vous d'autres ?***

Oui, le développement des batteries doit se faire sur base marché. A défaut, d'autres moyens de flexibilité meilleurs pour l'environnement, comme l'effacement, doivent être privilégiés.

**Question4 :**

***Quels éléments du cadre réglementaire encadrant le stockage pourraient selon vous faire l'objet d'une expérimentation ? Si un « bac à sable réglementaire » était mis en place par la loi, seriez-vous intéressé par une expérimentation pour un de vos projets ? Si oui, lequel ?***

L'UNIDEN n'a pas d'avis sur la question.

**Question5 :**

***Avez-vous d'autres analyses ou propositions à formuler?***

Ainsi que rappeler en préambule, avant la mise en place de tout mécanisme de régulation, il est absolument essentiel de s'interroger ex ante sur la **finalité du dispositif** (objectif environnemental et notamment pour définir qui en porte le coût) et sur son **efficacité économique** (par rapport à d'autres solutions de flexibilité et pour éviter les effets d'aubaine aux profits d'acteurs abusant de ces mécanismes régulés).

**Il est absolument essentiel de garder en tête qu'in fine, ce sont les consommateurs qui paieront le coût d'investissement dans ces moyens de stockage, que ce soit via un mécanisme de marché ou via un mécanisme régulé. Il est donc important que l'efficacité et l'utilité soient au rendez-vous.**

Par ailleurs, Tout dispositif d'aide français à court terme à l'achat de batteries ne ferait donc que stimuler l'offre asiatique, et ce sur une technologie limitée et avec une empreinte environnementale très mauvaise. L'on ne ferait, ce faisant, que recréer les effets d'aubaine que l'on a connu pour le photovoltaïque et l'éolien qui ont conduit à des développements industriels ailleurs qu'en France massivement subventionnés par le consommateur français.

L'essentiel est d'aider à l'accélération du développement de technologies performantes en Europe et non pas de subventionner le marché final ce qui ne ferait que dégrader encore plus notre empreinte environnementale nationale. C'est ce que cherche à faire la Commission avec l' « Alliance européenne pour les batteries » d'une part et la France et l'Allemagne avec le projet franco-allemand pour les batteries (porté par B. Le Maire et son homologue, P. Altmaier). Il est essentiel de prendre en compte le résultat de ces travaux.